

L'incroyable histoire du Nouveau Parti Anticapitaliste - chapitre 2 : « Passage à l'acte »

mercredi 29 avril 2009, par [COUSTAL François](#) (Date de rédaction antérieure : 15 janvier 2009).

Pourquoi des milliers de personnes ont-elles répondu à l'appel d'Olivier Besancenot et de la LCR à créer un nouveau parti anticapitaliste ? Ouvriers de Peugeot Mulhouse, infirmières de l'hôpital de Carhaix, enseignants de Marseille ou précaires de la région parisienne, ils nous racontent leur histoire. Sans expérience politique préalable ou avec un passé de militant, chacun apporte ses aspirations et ses motivations. Ce sont ces trajectoires que raconte le livre de François Coustal, paru aux éditions Démopolis [1].

La revue Contretemps a mis en ligne deux chapitre de cet ouvrage, que nous reproduisons ici. Ci-dessous, le chapitre 2, « Passage à l'acte »

En fait, l'idée de construire une nouvelle force politique et de « dépasser » la lcr n'est pas à proprement parler nouvelle. Après la chute du Mur de Berlin et l'effondrement de l'urss, c'est même devenu le credo officiel de l'organisation. Historiquement, le courant politique qu'incarne alors la Ligue s'est construit tout au long du xxe siècle en opposition au stalinisme. Il a tenté, dans des circonstances difficiles - et parfois tragiques - de maintenir vivant l'idéal d'un communisme à la fois démocratique et révolutionnaire. Mais quelle est aujourd'hui la pertinence de cette opposition au stalinisme, alors même que le stalinisme se disloque et qu'en France le pcf est sur le déclin ?

Et qu'en est-il du Parti socialiste ? Ce dernier est désormais hégémonique à gauche. Pourtant, depuis 1983 et le « tournant de la rigueur », il n'offre plus aucune perspective de réel changement. Au cours du dernier quart de siècle, il a été au pouvoir pendant quinze ans. Et cet exercice du pouvoir dans la durée a signé sa conversion au libéralisme. C'est une tendance générale, au-delà même des frontières. Partout où des partis qui contestaient plus ou moins le système se sont alliés aux partis socialistes ou

sociaux-démocrates dans l'espoir de les « pousser à gauche », comme l'ont fait en France le pcf et les Verts, ils ont été satellisés et discrédités.

Une nouvelle période s'est ouverte qui nécessite un nouveau programme politique et un nouveau parti pour le défendre. Depuis 1992, chaque congrès national de la Ligue réaffirme d'ailleurs la nécessité de « rassembler les anticapitalistes » de bâtir « une nouvelle force politique ». Mais, à l'évidence, en cet été 2007, quelque chose vient de changer. Ce qui n'était qu'un positionnement politique général, une référence un peu abstraite, est devenu un projet concret, une bataille immédiate. Cette fois-ci, c'est pour de bon !

Ce changement de braquet a mûri au sein de la direction dans les semaines qui ont suivi le premier tour de l'élection présidentielle de 2007. Alors que tous les autres candidats à la gauche du Parti socialiste se sont effondrés, le score d'Olivier Besancenot est plus qu'honorable : 4,08 %, 1 500 000 voix, 300 000 de plus qu'en 2002... Le siège national de la lcr a reçu des milliers de messages d'encouragement, des demandes d'informations ou de prise de contact ; des centaines d'interlocuteurs demandent à adhérer « à la lcr », bien qu'habitant parfois des localités où la Ligue n'existe même pas.

Traditionnellement, les élections législatives sont un cauchemar pour la Ligue. Mais, en juin 2007, l'écart entre les résultats recueillis par les candidats de la Ligue, présents dans 450 circonscriptions et le score d'Olivier Besancenot lors de l'élection présidentielle s'est un peu réduit ; l'implantation électorale s'est diversifiée et « nationalisée », comme disent les politologues. Alors que Nicolas Sarkozy et le nouveau gouvernement de François Fillon attaquent sans tarder acquis sociaux et libertés civiques, la gauche molle est aux abonnés absents. Des perspectives nouvelles de développement s'ouvrent donc pour la lcr. Beaucoup d'autres partis confrontés à ce genre de situation se seraient simplement sentis confortés dans leurs orientations et en seraient restés là : recruter, accueillir les nouveaux membres, développer l'organisation, la rénover.

Pourtant, progressivement, une conviction se fait jour parmi les responsables de la lcr : bien sûr, il est possible de franchir une étape et de se renforcer. Comme cela a été fait, toutes proportions gardées, après la première campagne présidentielle d'Olivier Besancenot en 2002. Mais, du fait de son histoire, la Ligue est largement identifiée à l'extrême gauche révolutionnaire, au « trotskisme », et même à une

interprétation très particulière de celui-ci [2]. Cette histoire est honorable. Mais, en même temps, elle constitue une limite et érige une barrière entre l'organisation, désormais vieille de quatre décennies, et tous ceux qui, bien que largement en accord avec ses discours et ses propositions, ne peuvent se reconnaître dans des références, une histoire et une culture militante qui leur sont totalement étrangères. Le moment est venu de changer d'outil et de mettre en pratique le vieux rêve d'une nouvelle force politique. Évidemment, le succès est loin d'être assuré. Mais une deuxième conviction s'installe : personne ne nous reprochera d'avoir échoué.

Par contre, beaucoup pourraient nous reprocher de ne même pas avoir essayé.

C'est le bilan tiré par de nombreux observateurs du déclin de Lutte Ouvrière [3]. En 1995, au premier tour de l'élection présidentielle, sa candidate - Arlette Laguiller - avait dépassé les 5 % : une première pour une organisation d'extrême gauche ! Dans la foulée, les dirigeants de LO avaient d'ailleurs lancé l'idée d'un nouveau parti. Puis, très vite, ils avaient renoncé. Par la suite, cet abandon avait conduit de nombreux électeurs ou sympathisants d'Arlette Laguiller à s'interroger : à quoi bon voter pour une candidate et soutenir une organisation qui sont incapables d'utiliser leurs succès pour tenter de changer les choses ?

La discussion s'ouvre alors dans les instances de direction de la LO : le bureau politique - l'exécutif de l'organisation, composé d'une vingtaine de membres - et la direction nationale (85 membres à l'époque). Se lancer dans une aventure qui implique, en cas de succès, rien de moins que la disparition de la LO, n'est évidemment pas une décision anodine ! Elle suppose un large accord : comment, en effet, convaincre à l'extérieur des milliers de personnes de la validité du projet si l'on n'est incapable de convaincre dans ses propres rangs, à commencer par la direction ? C'est le premier obstacle de taille sur un parcours qui en comptera beaucoup. De fait, après la victoire du « Non » lors du référendum sur la Constitution européenne en mai 2005, la Ligue s'est largement divisée sur les suites à y donner, notamment pour les élections présidentielles et législatives. Fallait-il prolonger l'arc de forces qui avait mené la campagne référendaire et présenter des candidats communs avec le Parti communiste et la mouvance antilibérale ? Ou bien prendre acte que les convergences politiques de l'époque, suffisantes pour s'opposer ensemble à la Constitution européenne, ne l'étaient pas pour affronter une consultation électorale dont l'enjeu

était la question du pouvoir et des politiques à mener. Comment, par simple souci unitaire, faire l'impasse sur le contenu anticapitaliste des mesures à proposer et sur le type de rapports à entretenir avec le Parti socialiste, principale force d'alternance mais irrémédiablement gagné au libéralisme ? Résultat : lors du congrès de janvier 2006, les militants auront eu le choix entre pas moins de cinq tendances ! Et il faudra convoquer une Conférence nationale, quelques mois plus tard, pour décider finalement de présenter Olivier Besancenot à l'élection présidentielle, sans toutefois exclure formellement la possibilité de parvenir encore à une candidature unitaire à la gauche du Parti socialiste. Autant de débats qui ont laissé des traces chez les militants.

Mais, à la mi-juin 2007, lorsque se tient la réunion de la direction nationale, chacun a conscience de l'enjeu. Soit l'organisation s'enlise à nouveau dans un débat rétrospectif, nostalgique et sans issue sur le bilan de la séquence passée : ce qu'il aurait fallu faire, ce qu'il n'aurait pas fallu faire, ce qu'il aurait fallu faire autrement... Soit, prenant appui sur son (relatif) succès à la présidentielle, elle en sort par le haut, autour d'un nouveau projet audacieux et mobilisateur, rassemblant des militants qui s'étaient affrontés, parfois durement, lors de la période précédente.

C'est ce défi que vont relever quatre des cinq tendances du congrès précédent. Par 75 % des suffrages, la direction nationale adopte un premier appel pour un nouveau parti anticapitaliste. Elle en ébauche la feuille de route. Des assemblées générales des sections et des fédérations se tiendront dès la semaine suivante, afin de rendre compte des travaux de la direction nationale. Fin août, lors de l'université d'été, Olivier Besancenot présentera publiquement le projet. Des « thèses politiques » seront mises en chantier et les militants devront se prononcer lors du congrès national de la lcr, programmé pour janvier 2008. Dès septembre, une campagne de réunions publiques locales sera organisée pour tester l'impact de cette initiative. Mais, en réalité, l'écho immédiat rencontré par ce projet va quelque peu chambouler ce prudent calendrier, tandis que dans les discussions militantes, un nouveau sigle, relativement mystérieux, fait son apparition : npa. npa, pour « nouveau parti anticapitaliste ».

P.-S.

* François Coustal est l'auteur d'une dizaine d'ouvrages et de nombreux articles dans Rouge,

l'hebdomadaire de la LCR. Il a été avec Olivier Besancenot, assistant d'Alain Krivine au parlement européen.

Notes

[1] <http://www.demopolis.fr/>

[2] Voir la note explicative sur la LCR p. 225.

[3] Des informations sur les différentes organisations sont données dans le lexique militant p. 229.